

DOCUMENT D'INFORMATIONS CLÉS
FRANCE SELECTION VALEURS
Part (Code ISIN) : FR0007488267

OBJECTIF

Le présent document contient des informations essentielles sur le produit d'investissement. Il ne s'agit pas d'un document à caractère commercial. Ces informations vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste ce produit et quels risques, coûts, gains et pertes potentiels y sont associés, et de vous aider à le comparer à d'autres produits.

PRODUIT

Nom du produit : FRANCE SELECTION VALEURS

Nature juridique : OPCVM

Part France Sélection Valeurs (Code ISIN) : FR0007488267

Initiateur du produit : Cet OPCVM est géré par MATIGNON FINANCES, société de gestion de portefeuille, agréé et réglementée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) sous le n° GP 90012

Site internet : www.matignonfinances.com ; Appelez le 01 56 88 33 40 pour de plus amples informations

Autorité compétente : l'AMF est chargée du contrôle de MATIGNON FINANCES en ce qui concerne ce document d'informations clés

Pays d'autorisation et agrément : OPCVM agréé en France par l'AMF le 31/03/1992

Date de production du document : 16/04/2026

EN QUOI CONSISTE CE PRODUIT ?

Type : FRANCE SELECTION VALEURS est un Organisme de Placement Collective en Valeurs Mobilières (« OPCVM ») de droit français relevant de la directive 2009/65/CE, constitué sous la forme d'un Fonds Commun de Placement.

Durée : Le Fonds a été créé le 17 avril 1992 pour une durée de 99 ans.

Objectifs : France Sélection Valeurs est un OPCVM de classification « Actions françaises ». Le FCP a pour objectif sur la durée de placement recommandée supérieure à 5 ans, de réaliser une performance annualisée nette de frais supérieure à celle de l'indicateur de référence : FCI France Extended 180 Net Return Index (dividendes nets réinvestis), par le biais d'une gestion discrétionnaire.

Le fonds est en permanence exposé à hauteur de 60 % au moins sur le marché des actions françaises, en titres de grandes capitalisations et jusqu'à une limite de 50 % de titres de moyennes et petites capitalisations. La pertinence de l'activité de la société en tant qu'activité stratégique, l'analyse de ses fondamentaux financiers ainsi que le potentiel d'appréciation de la valorisation de chaque titre seront des éléments déterminants pour motiver l'investissement. L'exposition au risque actions du portefeuille n'a pas vocation à être supérieure à 110 %. Cependant, dans le cas de souscriptions ou de rachats importants ou de variations importantes des marchés, le fonds peut se trouver temporairement exposé au-delà de 110 %. Plus précisément, en raison de son éligibilité au régime fiscal du PEA, le Fonds est investi au minimum à 75 % de l'actif net en titres éligibles au PEA.

Le processus de gestion combine une approche d'une part "Top down" basée en majorité sur la recherche de valeurs françaises ainsi qu'euro-péennes dont les activités sont considérées comme stratégiques pour la France. Le caractère stratégique se définit dans un premier temps par son caractère essentiel à la bonne marche du pays et dans un deuxième temps à travers les activités permettant d'atteindre les objectifs stratégiques et essentiels que la nation s'est fixés.

D'autre part cette approche est complétée par un processus "Bottom up" où la sélection des titres considérés comme stratégiques et possédant des notations ESG suffisamment bonnes pour faire partie de la sélection sont ensuite choisis sur une analyse fondamentale approfondie de type "Stock Picking" affinée selon des critères techniques (analyse graphique).

Le caractère discrétionnaire basé sur une forte conviction autorise une grande autonomie dans les décisions d'investissements et de désinvestissements, et une concentration du portefeuille sur un nombre limité de valeurs.

Compte tenu de l'éligibilité du Fonds au régime fiscal du PEA, 75 % des actifs exposés aux actions éligibles constituent la pierre angulaire de la stratégie d'investissement et donc 25% au maximum pourront être consacrés aux investissements suivants :

- Titres de créances et instruments du marché monétaire (les émetteurs seront privés ou publics et pourront avoir une notation minimale donnée par au moins l'une des 3 agences de notation, à « Investment Grade »), ou jugée équivalent selon la société de gestion.
- Actions ou parts d'autres OPC, dans la mesure où ces fonds seront des OPCVM, des FIA ou des fonds d'investissement autorisés à la commercialisation en France de toutes classifications pour un montant maximal de 10% de l'actif net.

Le fonds peut avoir recours à des instruments financiers à termes simples. Ces instruments, souscrits uniquement sur les marchés réglementés ou organisés, sont utilisés pour faire face aux fluctuations du marché dans le cadre d'opérations de couverture du risque « actions » et « devises », ou pour amplifier l'exposition du portefeuille à des mouvements de marché, des secteurs d'activité, des actions, des devises et sont susceptibles de porter temporairement l'exposition du fonds à 110 %.

Affectation des sommes distribuables : Le Fonds capitalise son résultat et ses plus-values nettes réalisées

Dépositaire : CACEIS Bank.

Périodicité de calcul de la valeur liquidative et demandes de rachat : Les demandes de souscription et de rachat sont centralisées par Caceis Bank chaque vendredi à 12 H ou le jour de bourse précédent si le vendredi est férié et/ou fermé et exécutées, par le dépositaire, sur la base de la prochaine valeur liquidative (de périodicité hebdomadaire).

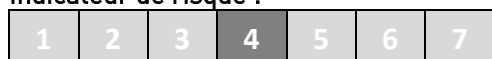
Lieux et modalités d'obtention d'autres informations sur l'OPC : Le prospectus, les derniers documents annuels et périodiques de l'OPC, la politique de rémunération, sont disponibles sur le site internet de la société www.matignonfinances.com sur demande écrite auprès de : Matignon Finances - 43-45 avenue Kléber - 75116 Paris. La valeur liquidative du fonds est disponible dans les locaux et sur le site internet de la société de gestion : www.matignonfinances.com.

Investisseurs de détail visés : Ce Fonds est destiné aux investisseurs qui souhaitent s'exposer aux marchés actions internationaux sur une durée de 5 ans et sont prêts à accepter les risques découlant d'une telle exposition.

QUELS SONT LES RISQUES ET QU'EST-CE QUE CELA POURRAIT ME RAPPORTE ?

FRANCE SELECTION VALEURS

Indicateur de risque :



L'indicateur de risque part de l'hypothèse que vous conservez le produit sur la durée de placement recommandée, soit 5 ans. Le risque réel peut être très différent si vous optez pour une sortie avant échéance, et vous pourriez obtenir moins en retour

L'indicateur synthétique de risque permet d'apprécier le niveau de risque de ce produit par rapport à d'autres. Il indique la probabilité que ce produit enregistre des pertes en cas de mouvements sur les marchés ou d'une impossibilité de notre part de vous payer. Le Fonds n'est pas garanti en capital.

Nous avons classé ce produit dans la classe de risque 4 sur 7, car il présente un profil rendement/risque moyen dû à son exposition jusqu'à 110 % de son actif sur les marchés actions de l'Union Européenne.

A risque plus faible A risque plus élevé
Risques importants non pris en compte dans cet indicateur :

- ▶ **Risque de liquidité** : Risque qu'une position dans le fonds puisse être cédée, liquidée ou clôturée pour un coût limité afin de respecter, à tout moment, les obligations de rachat de parts/actions.
- ▶ **Risque de contrepartie** : le FCP pourrait être exposé au risque de contrepartie résultant de l'utilisation d'instruments financiers à terme. Les contrats portant sur ces instruments financiers peuvent être conclus avec un ou plusieurs établissements de crédit n'étant pas en mesure d'honorer leurs engagements au titre des dits instruments.
- ▶ Pour plus d'informations sur les risques, veuillez-vous référer au prospectus de l'OPCVM.

Scénarios de performance :

| Période de détention recommandée : 5 ans Exemple d'investissement : 10 000 € | | Si vous sortez après 1 an | Si vous sortez après 5 ans |
|---|---|------------------------------|-------------------------------|
| Scénario de tensions | Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts | 4 620 € | 3 870 € |
| | Rendement annuel moyen | -53,77% | -17,28% |
| Scénario défavorable | Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts | 7 490 € | 7 860 € |
| | Rendement annuel moyen | -25,06% | -4,70% |
| Scénario intermédiaire | Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts | 9 960 € | 10 280 € |
| | Rendement annuel moyen | -0,40% | 0,55% |
| Scénario favorable | Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts | 13 770 € | 13 690 € |
| | Rendement annuel moyen | 37,70% | 6,49% |

Le scénario de tensions montre ce que vous pourriez obtenir dans des situations de marché extrêmes.

Le scénario défavorable sur 5 ans s'est déroulé durant la période entre septembre 2017 et septembre 2022.

Le scénario intermédiaire sur 5 ans s'est déroulé durant la période entre mars 2019 et mars 2024.

Le scénario favorable sur 5 ans s'est déroulé durant la période entre juin 2016 et juin 2021.

Ce tableau montre les sommes que vous pourriez obtenir sur 5 ans, en fonction de différents scénarios, en supposant que vous investissiez 10 000 €. Les chiffres indiqués comprennent tous les coûts du produit lui-même, mais pas nécessairement tous les frais dus à votre conseiller ou distributeur. Ces chiffres ne tiennent pas compte de votre situation fiscale personnelle, qui peut également influencer sur les montants que vous recevrez. Ce que vous obtiendrez de ce produit dépend des performances futures du marché. L'évolution future du marché est aléatoire et ne peut être prédite avec précision.

Les scénarios défavorable, intermédiaire et favorable présentés représentent des exemples utilisant les meilleures et pires performances, ainsi que la performance moyenne du produit à horizon un an et sur la durée d'investissement recommandée. Ils sont calculés à partir d'un historique de longueur minimum de dix ans. En cas d'historique insuffisant, ceux-ci sont complétés sur la base d'hypothèses retenues par la Société de Gestion. Les marchés pourraient évoluer très différemment à l'avenir. Le scénario de tension montre ce que vous pourriez obtenir dans des situations de marché extrêmes.

QUE SE PASSE-T-IL SI MATIGNON FINANCES N'EST PAS EN MESURE D'EFFECTUER LES VERSEMENTS ?

Matignon Finances est une société de gestion de portefeuille agréée et réglementée par l'Autorité des Marchés Financiers. Matignon Finances doit respecter des règles d'organisation et de fonctionnement notamment en matière de fonds propres et dans ce cadre, les actifs du Fonds sont détenus par une société distincte, un dépositaire, de sorte que la capacité du Fonds à procéder au versement ne soit pas affectée par l'insolvabilité de Matignon Finances. Votre perte ne sera pas couverte par un système d'indemnisation ou de garantie des investisseurs.

QUE VA ME COÛTER CET INVESTISSEMENT ?

Il se peut que la personne qui vous vend ce produit ou qui vous fournit des conseils à son sujet vous demande de payer des coûts supplémentaires. Si c'est le cas, cette personne vous informera au sujet de ces coûts et vous montrera l'incidence de ces coûts sur votre investissement. Si vous investissez sur ce produit dans le cadre d'un contrat d'assurance vie ou de capitalisation, ce document ne prend pas en compte les frais de ce contrat.

Les tableaux présentent les montants prélevés sur votre investissement afin de couvrir les différents types de coûts. Ces montants dépendent du montant que vous investissez, du temps pendant lequel vous détenez le produit et du rendement du produit. Les montants indiqués ici sont des illustrations basées sur un exemple de montant d'investissement et différentes périodes d'investissement possibles.

Nous avons supposé :

- Que pour les autres périodes de détention, le produit évolue de la manière indiquée dans le scénario intermédiaire
- 10 000 € sont investis

Coûts au fil du temps

FRANCE SELECTION VALEURS

| Investissement : 10 000 € Scenarios | Si vous sortez après 1 an | Si vous sortez après 5 ans |
|--|---------------------------|----------------------------|
| Coûts totaux | 378 € | 1 394 € |
| Incidence des coûts annuels (*) | 3,81% | 2,64% |

(*) Elle montre dans quelle mesure les coûts réduisent annuellement votre rendement au cours de la période de détention. Par exemple, elle montre que si vous sortez à la fin de la période de détention recommandée, il est prévu que votre rendement moyen par an soit de 3,19% avant déduction des coûts et de 0,55% après cette déduction.

COMPOSITION DES COÛTS

Le tableau ci-dessous indique l'incidence annuelle des différents types de coûts sur le rendement que vous pourriez obtenir de votre investissement à la fin de la période d'investissement recommandée et la signification des différentes catégories de coûts

| Coûts ponctuels à l'entrée ou à la sortie | | Si vous sortez après 1 an |
|--|--|---------------------------|
| Coûts d'entrée | Les coûts d'entrée représentent le montant maximum pouvant être payés lors de la souscription. 1,5 % représente le montant maximal que vous paierez, il se pourrait que vous payiez moins. La personne qui vous vend le produit vous informera des coûts réels. Le produit ayant prévu un mécanisme de droits d'entrée ajustables, d'autres coûts sont susceptibles d'être prélevés selon des modalités particulières (se référer au Prospectus pour davantage d'informations sur ces droits). | Jusqu'à 150,00 € |
| Coûts de sortie | Les coûts de sortie représentent le montant maximum pouvant être payés lors du rachat. 0,00 % représente le montant maximal que vous paierez, il se pourrait que vous payiez moins. La personne qui vous vend le produit vous informera des coûts réels. Le produit ayant prévu un mécanisme de droits de sortie ajustables, d'autres coûts sont susceptibles d'être prélevés selon des modalités particulières (se référer au Prospectus pour davantage d'informations sur ces droits). | Jusqu'à 0,00 € |
| Coûts récurrents [prélevés chaque année] | | |
| Frais de gestion et autres frais administratifs et d'exploitation | Ces coûts représentent les frais d'exploitation inévitables du produit et tous les paiements, y compris les rémunérations, aux parties liées au produit qui lui fournissent des services. 2,00 % de la valeur de votre investissement par an. Cette estimation se base sur les coûts réels au cours de l'année dernière. | 197 € |
| Coûts de transaction | 0,31% de la valeur de votre investissement par an. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lorsque nous achetons et vendons les investissements sous-jacents au produit. Le montant réel varie en fonction de la quantité que nous achetons et vendons. | 30 € |
| Coûts accessoires prélevés sous certaines conditions | | |
| Commissions liées aux résultats | L'incidence des commissions liées aux résultats. La société de gestion prélève cette commission sur votre investissement si le produit surpasse son indice de référence (et, même si sa performance est négative). Le montant réel varie en fonction de la performance de votre investissement. 20% maximum de la surperformance du Fonds par rapport à son indicateur de référence : FCI France Extended 180 Net Return Index (dividendes nets réinvestis), une fois les sous performances passées, sur les cinq derniers exercices, toutes compensées. | 0 € |

COMBIEN DE TEMPS DOIS-JE LE CONSERVER ET PUIS-JE RETIRER DE L'ARGENT DE FAÇON ANTICIPÉE ?

Période de détention recommandée minimale requise : 5 ans

Cette durée de détention recommandée est un minimum qui tient compte des caractéristiques du produit choisi. Elle peut être plus longue au regard de votre situation patrimoniale et de votre choix d'investissement. Vous pouvez faire un rachat partiel ou total à tout moment. Une sortie avant la fin de période de détention recommandée peut avoir une conséquence sur les performances attendues de votre investissement. Vous pouvez retrouver le détail des éventuels frais et pénalités appliqués en cas de désinvestissement dans la section : « Que va me coûter cet investissement ? ». Les demandes de souscription et de rachat sont centralisées auprès du dépositaire chaque vendredi à 12 H ou le jour de bourse précédent si le vendredi est férié et/ou fermé et exécutées, par le dépositaire, sur la base de la prochaine valeur liquidative.

COMMENT PUIS-JE FORMULER UNE RECLAMATION ?

Pour toute précision ou réclamation, veuillez contacter Matignon Finances, situé au 43/45 avenue Kléber – 75016 Paris. Vous pouvez également adresser une réclamation par courrier électronique à l'adresse suivante : www.matignonfinances.com.

AUTRES INFORMATIONS PERTINENTES

Le Fonds met en œuvre une stratégie ESG conforme aux exigences de l'article 8 du Règlement (UE) 2019/2088, dit « Règlement SFDR ». Le Fonds intègre les facteurs ESG dans la stratégie d'investissement, à travers l'approche de sélectivité combinant Best-in-class et Best-effort. Le fonds est soumis à un risque en matière de durabilité tel que défini dans le profil de risque du prospectus.

Scénarios de performance : Vous pouvez trouver les derniers scénarios de performance mis à jour mensuellement sur le site internet <https://www.matignonfinances.com>.

Un mécanisme de plafonnement de rachats « Gates » peut être mis en place par la Société de Gestion. Pour plus d'information sur ce mécanisme, veuillez-vous reporter à la rubrique « Mécanisme de plafonnement des rachats (ou « Gates ») du prospectus et à l'article 3 « Emission et rachat des parts » du règlement du Fonds, disponibles sur le site Internet : www.matignonfinances.com.

Ce document d'information est mis à jour annuellement.

FRANCE SELECTION VALEURS

PROSPECTUS

L'OPCVM relève de la Directive 2014/91/UE modifiant la Directive européenne 2009/65/CE

I – Caractéristiques générales :

1.1 Forme de l'OPCVM :

- **Dénomination :** FRANCE SELECTION VALEURS.
- **Forme juridique et état membre dans lequel le fonds a été constitué :** Fonds commun de placement de droit français, constitué en France.
- **Date de création et durée d'existence prévue :** Le fonds a été agréé le 31 mars 1992 par la Commission des Opérations de Bourse (devenue l'Autorité des Marchés Financiers). Il a été créé le 17 avril 1992 pour une durée de 99 ans.

1.2 Synthèse de l'offre de gestion :

Le FCP ne dispose que d'une seule catégorie de parts
Le FCP ne dispose pas de compartiment

| Code Isin | Affectation des sommes distribuables | Devise de libellé | Souscripteurs | Souscription initiale minimale | Souscription ultérieure minimale |
|--------------|--|-------------------|--------------------|--------------------------------|----------------------------------|
| FR0007488267 | Résultat net : Capitalisation Plus-values nettes réalisées : Capitalisation | Euro | Tous souscripteurs | 1500 € | 1 part |

- **Indication du lieu où l'on peut se procurer le dernier rapport annuel et le dernier état périodique :** Les derniers documents annuels ainsi que la composition des actifs sont adressés dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur auprès de :

Matignon Finances – 43-45 avenue Kléber - 75116 Paris – Tél. : 01 56 88 33 40
Fax : 01 45 62 50 20 – Email : contact@matignonfinances.com

II – Acteurs :

Société de Gestion :

Matignon Finances SA - 43-45 avenue Kléber - 75116 Paris

Société de gestion de portefeuille agréée par la Cob (devenue l'AMF) en date du 22 mai 1990 sous le n° GP 90012

Dépositaire et conservateur :

Caceis Bank – 89-91 rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge

Etablissement de crédit français agréé par le CECEI

Les fonctions du dépositaire recouvrent les missions, telles que définies par la réglementation applicable, de la garde des actifs, de contrôle de la régularité des décisions de la société de gestion et de suivi des flux de liquidités des OPCVM. Le dépositaire est indépendant de la société de gestion.

La description des fonctions de garde déléguées, la liste des délégataires et sous-délégataires de Caceis Bank et l'information relative aux conflits d'intérêt susceptibles de résulter de ces délégations sont disponibles sur le site de Caceis : www.caceis.com.

Des informations actualisées sont mises à disposition des investisseurs sur demande.

Centralisateur des ordres de souscription et rachat par délégation de la société de gestion :

Caceis Bank – 89-91 rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge

Etablissement de crédit français agréé par le CECEI

Etablissement en charge de la tenue des registres des parts :

Euroclear France

Commissaire aux comptes :

FRANCE SELECTION VALEURS

Groupe Expérience – 11, avenue Myron Herrick, 75008 Paris. Monsieur Arnaud Rudowski

- **Commercialisateur :**

Matignon Finances SA – 43-45 avenue Kléber - 75116 Paris

- **Déléataire de gestion comptable :**

Caceis Fund Administration – 89-91 rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge

La convention de délégation de gestion comptable confie notamment à Caceis Fund Administration la mise à jour de la comptabilité, le calcul de la valeur liquidative, la préparation et présentation du dossier nécessaire au contrôle du Commissaire aux comptes et la conservation des documents comptables.

La politique de gestion et de prévention des conflits d'intérêts mise en place par la société de gestion est disponible sur le site : www.matignonfinances.com

- **Conseiller :** Néant.

III - Modalités de fonctionnement et de gestion :

3.1 Caractéristiques générales :

3.1.1. Caractéristique des parts :

Nature du droit attaché à la catégorie de part : le FCP est une copropriété composée d'instruments financiers et de dépôts dont les parts sont émises et rachetées à la demande des porteurs à la valeur liquidative majorée ou diminuée selon les cas des frais et commissions de souscription et de rachat. Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds proportionnellement au nombre des parts possédées.

Tenue du passif : la tenue du passif est assurée, par délégation de la société de gestion, par le dépositaire Caceis Bank. L'administration des parts est effectuée par Euroclear France.

Droit de vote : S'agissant d'un FCP, aucun droit de vote n'est attaché à la propriété des parts, les décisions étant prises par la société de gestion.

Forme des parts : au porteur, admises en Euroclear France.

Décimalisation : les parts du fonds ne sont pas décimalisées mais pourront l'être sur décision de la société de gestion.

3.1.2. Date de clôture de l'exercice comptable :

Dernier jour boursier du mois de décembre.

3.1.3. Indications sur le régime fiscal :

La qualité de copropriété du FCP le place de plein droit en dehors du champ d'application de l'impôt sur les Sociétés en France. Selon le principe de transparence, l'Administration Fiscale considère que le porteur de parts est directement détenteur d'une fraction des instruments financiers et des liquidités du FCP.

Ainsi, les gains ou les pertes réalisées lors du rachat des parts du FCP constituent des plus-values soumises au régime des plus-values sur valeurs mobilières applicables à chaque porteur suivant sa situation propre. Ces plus-values peuvent faire l'objet, pour un porteur personne physique fiscalement résidant en France, d'une imposition selon un barème forfaitaire.

Le régime fiscal applicable aux sommes distribuées éventuellement par l'OPCVM est celui du pays de résidence du porteur de parts suivant les règles appropriées à sa situation (personne physique, personne morale soumise à l'impôt sur les sociétés, résidence fiscale...). En cas de doute, l'investisseur doit s'assurer de sa situation fiscale auprès d'un conseiller ou d'un professionnel.

Le FCP est éligible au Plan d'Epargne en Actions (PEA).

3.2. Dispositions particulières :

FRANCE SELECTION VALEURS

► Code ISIN :

Le FCP dispose d'une catégorie de part :

Code ISIN Part : FR0007488267

► Classification : actions françaises

► Objectif de gestion :

Le FCP a pour objectif sur la durée de placement recommandée supérieure à 5 ans, de réaliser une performance annualisée nette de frais supérieure à celle de l'indicateur de référence : FCI France Extended 180 Net Return Index par le biais d'une gestion discrétionnaire et via une sélection de valeurs mobilières françaises et européennes qui sera réalisée par le biais d'actions, d'OPC investis sur les mêmes marchés. Le caractère discrétionnaire basé sur une forte conviction autorise une grande autonomie dans les décisions d'investissements et de désinvestissements, et une concentration du portefeuille sur un nombre limité de valeurs.

La recherche de la performance est à long terme.

► Indicateur de référence :

L'indicateur de référence est : FCI France Extended 180 Net Return Index

FCI France Extended 180 Net Return Index : L'indice FCI France Extended 180 Net Return (dividendes nets réinvestis) vise à fournir une représentation fidèle et sans biais du marché français des grandes, moyennes et petites capitalisations, avec un accent particulier sur la liquidité, la capacité d'investissement, la neutralité de style et la transparence de l'indice.

Il est calculé et diffusé par la société FCI (Fair Cost Index). Des informations sur cet indice sont disponibles sur le site : www.faircostindex.fr. L'administrateur FCI de l'indice FCI France Extended 180 Net Return Index est inscrit sur le registre d'administrateurs et d'indices de référence tenu par l'ESMA.

Le code Ticker Bloomberg est : FCIFRX8N.

Conformément au règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016, la Société de Gestion dispose d'une procédure de suivi des indices de référence utilisés décrivant les mesures à mettre en œuvre en cas de modifications substantielles apportées à un indice ou de cession de fourniture de cet indice.

France Sélection Valeurs n'est ni un OPCVM indiciel ni un OPCVM benchmarké. Sa performance pourra, le cas échéant, s'éloigner sensiblement de l'indicateur de référence.

► Stratégie d'investissement :

La société de gestion met en œuvre une gestion discrétionnaire, sans a priori sur les classes d'actifs.

L'actif est en permanence investi à hauteur de 75 % minimum en titres éligibles au PEA.

La politique d'investissement du fonds consiste à cibler des activités considérées comme « stratégiques » pour la France. La stratégie repose sur une ou deux caractéristiques principales :

- La première concerne les activités vitales et critiques dont un État ne peut se passer, notamment en cas de crise brutale. Cela inclut, par exemple, des secteurs tels que les télécommunications, la santé, la défense, les matières premières, l'énergie ou les infrastructures.
- La seconde porte sur les objectifs prioritaires que la Nation s'est fixés afin de préserver sa souveraineté, d'assurer son bon fonctionnement et de renforcer sa compétitivité.

Il est à noter que cette approche repose sur une analyse interne et ne constitue en aucun cas une reconnaissance officielle par l'État du caractère stratégique des sociétés sélectionnées.

L'univers de référence comprend des valeurs françaises ainsi qu'européennes, toutes capitalisations confondues. Des filtres sont appliqués afin d'exclure les secteurs considérés comme non stratégiques. À titre d'exemple, peuvent être exclus : la distribution, les médias, les services financiers (hors banques), les boissons et le tabac, la consommation discrétionnaire ou de base (hors agriculture et agroalimentaire), ainsi que l'immobilier. Cette liste n'est pas exhaustive et peut évoluer dans le temps.

Une fois ces exclusions mises en œuvre, l'univers d'investissement est classé par thématiques. Les valeurs considérées comme stratégiques sont identifiées en fonction de leur exposition à des activités considérées comme vitales ou contribuant à l'atteinte des objectifs stratégiques définis.

Sur cet univers restreint, des filtres qualitatifs et quantitatifs sont appliqués, s'appuyant notamment sur des ratios financiers, une analyse de la valorisation et une évaluation qualitative de l'entreprise.

FRANCE SELECTION VALEURS

Les principales métriques financières utilisées comprennent, par exemple, la croissance organique, la rentabilité des capitaux ou encore d'autres indicateurs fondamentaux. L'analyse quantitative est systématiquement complétée par une analyse qualitative.

La pondération des titres au sein du portefeuille reflète le couple rendement/risque, la qualité du modèle économique ainsi que le potentiel d'appréciation ajusté du risque. Les valeurs bénéficiant des meilleures notations qualitatives se voient attribuer les pondérations les plus élevées. Un filtre de liquidité est également appliqué : les titres présentant une liquidité quotidienne plus faible font l'objet d'une pondération réduite.

Le portefeuille final est constitué en fonction des opportunités de marché, tout en maintenant un équilibre entre petites, moyennes et grandes capitalisations.

Intégration des facteurs extra-financiers :

Le Fonds met en œuvre une stratégie ESG conforme aux exigences de l'article 8 du règlement 2019/2088, dit « Règlement SFDR ». Les informations en matière de durabilité figurent en annexe au présent prospectus (Annexe ESG).

Le Fonds intègre les facteurs ESG dans la stratégie d'investissement, à travers :

- la politique d'exclusion de Mactignon Finances ;
- l'approche de sélectivité combinant Best-in-class et Best-effort ;
- le taux d'analyse ou de notation extra-financière qui doit être supérieur à :
 - a) 90% pour les actions émises par des grandes capitalisations (→10 milliards €) dont le siège social est situé dans des pays « développés »,
 - b) 75% pour les actions émises les actions émises par des petites (<5 milliards €) et moyennes (5-10 milliards €) capitalisations ;
- l'analyse des controverses ;
- la politique d'engagement.

Le fonds est soumis à un risque en matière de durabilité tel que défini dans le profil de risque.

Position n°2bis de la doctrine 2020-03 sur la communication réduite sur la prise en compte de caractéristiques extra-financières :

Plus précisément, le fonds applique une approche mixte de sélection ESG, articulée autour de deux méthodes complémentaires :

- L'approche principale « Best-in-Class », appliquée par défaut, consiste à sélectionner les entreprises démontrant les meilleures pratiques ESG dans chaque secteur d'activité, grâce à une notation sectorielle normalisée.
- L'approche supplétive « Best-effort » est mise en œuvre à titre exceptionnel pour réévaluer des entreprises initialement exclues par l'approche Best-in-Class. Elle vise à identifier et valoriser les progrès significatifs réalisés par les entreprises et leurs pratiques ESG.

L'approche de sélection des valeurs se base sur la notation ESG globale des valeurs dans l'univers d'investissement.

Le Fonds s'engage à exclure 20% des émetteurs les moins bien notés dans chaque secteur de son univers d'investissement.

Le taux de couverture de notation extra-financière est supérieur à :

- 90% de l'actif net du portefeuille, pour les actions émises par des grandes capitalisations (→10 milliards €) dont le siège social est situé dans des pays « développés »,
- 75% pour les actions émises les actions émises par des petites (<5 milliards €) et moyennes (5-10 milliards €) capitalisations ;
- à l'exclusion des obligations et autres titres de créance émis par des émetteurs publics ou quasi publics, des liquidités détenues à titre accessoire, et des actifs solidaires.

Règlement (UE) 2020/852, dit « Règlement Taxonomie »

Le Règlement Taxonomie identifie les activités économiques considérées comme durables, en fonction de leur contribution à six objectifs environnementaux :

- (i) l'atténuation du changement climatique,
- (ii) l'adaptation au changement climatique,
- (iii) l'utilisation durable et la protection des ressources aquatiques et marines,
- (iv) la transition vers une économie circulaire,
- (v) la prévention et le contrôle de la pollution et

FRANCE SELECTION VALEURS

(vi) la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

Une activité économique est considérée comme durable sur le plan environnemental lorsqu'elle contribue de manière substantielle à un ou plusieurs des six objectifs environnementaux, ne nuit pas de manière significative aux autres objectifs (principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » ou DNSH, « Do No Significant Harm ») et est réalisée dans le respect des garanties minimales de la bonne gouvernance prévues à l'article 18 du Règlement Taxonomie.

Le Fonds s'engage à un minimum d'alignement de 0%.

► Les investissements :

Chaque position est initiée avec un potentiel significatif et dimensionnée selon les critères qualitatifs liés aux fondamentaux ainsi qu'à la valorisation.

La position est ensuite ajustée progressivement en fonction de la validation continue de la thèse d'investissement. Elle peut également être renforcée à des moments opportuns, notamment lorsque des facteurs liés à l'environnement monétaire, économique, ou aux flux sur la classe d'actifs l'impactent.

► Les désinvestissements :

En ce qui concerne les désinvestissements, ainsi que les prises de profits, les motivations seront aussi fondamentales et techniques : valorisations très supérieures aux estimations des gérants, invalidation de la thèse d'investissement de départ, dégradation de l'environnement, affaiblissement des performances financières pouvant conduire à des déceptions.

► Timing :

Le timing de chaque initiation de position est affiné par une analyse technique systématique. Il s'agit d'un complément essentiel à l'analyse fondamentale.

- La partie investie en actions françaises ou européennes sera de 75 % minimum de l'actif net. Corrélativement, la part, d'obligations convertibles ou de produits de taux de la zone euro (obligataire sur tous types de maturités ou monétaires) n'excédera pas 25 % de l'actif des fonds.
- France Sélection Valeurs pourra être exposé jusqu'à 110 % de son actif en actifs français ou européens (OPC inclus) par recours aux emprunts d'espèces et aux dérivés.
- France Sélection Valeurs limitera à 10 % de son actif la détention de titres d'un seul émetteur.
- Enfin, dans le cas où les fonds utiliseront des OPC, ceux-ci seront sélectionnés sur la base de données quantitatives (performances, risques, corrélations) et qualitatives (taille et ancienneté des fonds, honorabilité de l'émetteur et du dépositaire).

► Actifs utilisés :

Le portefeuille est constitué des catégories d'actifs et instruments financiers suivants :

Actions :

L'OPCVM sera investi, tous secteurs confondus, entre 75 % et 100 % de son actif net en titres éligibles au PEA.

L'OPCVM est en permanence exposé à hauteur de 60 % au moins sur le marché des actions françaises en titres de grandes capitalisations et jusqu'à une limite de 50 % de titres de moyennes et petites capitalisations. Les éléments déterminants pour motiver l'investissement sont d'une part la pertinence de l'activité de la société en tant qu'activité stratégique et d'autre part l'analyse de ses fondamentaux financiers définissant son potentiel d'appréciation.

L'exposition au risque actions du portefeuille n'a pas vocation à être supérieure à 110 %. Cependant, dans le cas de souscriptions ou de rachats importants ou de variations importantes des marchés, l'OPCVM peut se trouver temporairement exposé au-delà de 110 %.

Titres de créances et instruments du marché monétaire :

Dans le cadre d'une gestion de trésorerie active de l'OPCVM, le gérant pourra avoir recours à des obligations, obligations convertibles, titres de créances, certificats de dépôts et instruments du marché monétaire.

Les émetteurs privés ou publics seront sélectionnés sur des bases quantitatives et qualificatives. Ils devront avoir une notation au minimum « Investment Grade » par une agence reconnue pour justifier l'achat. Si cette dernière notation passe sous le seuil « investment grade », l'actif sera vendu.

FRANCE SELECTION VALEURS

La Société de gestion ne recourt pas exclusivement ou mécaniquement à ces notations mais réalise aussi sa propre analyse pour évaluer la qualité de crédit d'une entité.

Parts ou actions d'OPCVM / FIA ou de fonds d'investissement de droit étranger :

Le FCP pourra investir jusqu'à 10 % de son actif dans des parts ou actions d'OPCVM français ou européens (relevant de la directive 2009/65/CE), FIA de droit français et de droit européen, y compris des OPC indiciels cotés (ETF ou trackers) et fonds d'investissement de droit étranger autorisés à la commercialisation en France.

| | Investissement autorisé | Seuil de détention maximale |
|---|-------------------------|-----------------------------|
| OPCVM de droit français | X | 10 % |
| OPCVM européens | X | |
| FIA de droit français – Fonds d'investissement à vocation générale ouverts à des investisseurs non professionnels | X | |
| FIA* européens ayant la qualité d'Organisme de placement collectif et répondant aux conditions de l'article R. 214-13 du Code monétaire et financier | X | |
| Fonds d'investissement de droit étranger (hors Europe) répondant aux conditions de l'article R. 214-13 du Code monétaire et financier, autorisés à la commercialisation en France | X | |

*Investi à moins de 10 % en autres OPC

Instruments financiers à terme et dérivés :

Nature des marchés d'intervention :

Le Fonds pourra intervenir sur des instruments financiers à terme négociés sur les marchés suivants :

- Règlementés
- Organisés
- De gré à gré

Risques :

Les risques sur lesquels le gérant désire intervenir sont les suivants :

- Action
- Taux
- Change

Nature des interventions :

L'ensemble des opérations devront être limitées à la réalisation de l'objectif de gestion. La nature des interventions sera la suivante :

- Couverture
- Exposition.

Nature des instruments utilisés :

Les instruments utilisés seront les suivants :

- Futures dont futures sur action, indices, taux, change
- Options sur actions, indices, taux, change
- Change à terme
- Swap de change, de taux.

Stratégie d'utilisation :

Les dérivés sont utilisés selon le cas :

- Pour couvrir le portefeuille de façon à réduire ou éliminer tous risques potentiels autorisés en portefeuille,
- Pour au contraire amplifier l'exposition du portefeuille à des mouvements de marché, des secteurs d'activité, des actions, des devises.

La somme de ces engagements est limitée à 100 % de l'actif net.

Dépôts :

L'OPCVM peut effectuer des dépôts d'une durée maximale de douze mois. Ces dépôts contribuent à la réalisation de l'objectif de gestion de l'OPCVM en lui permettant de gérer la trésorerie.

FRANCE SELECTION VALEURS

Emprunts d'espèces :

Dans le cas de son fonctionnement normal et dans la limite de 10 % de son actif, l'OPCVM peut se retrouver ponctuellement en position débitrice et avoir recours dans ce cas à l'emprunt d'espèces.

Opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres :

Pour gérer la trésorerie, des prêts et emprunts de titres peuvent également être effectués dans les limites autorisées par la réglementation.

a. Risques associés y compris le risque de contrepartie.

Pour plus d'information concernant les risques, se référer à la rubrique « profil de risque » et « informations sur les garanties financières ».

b. Conflits d'intérêts potentiels ainsi que leur incidence sur le rendement de l'OPCVM.

Dans le cadre de ses activités, la société de gestion est amenée à passer des ordres pour le compte des portefeuilles dont elle assure la gestion. La société de gestion, afin d'améliorer les rendements et les produits financiers des portefeuilles, peut avoir recours aux opérations de emprunts/prêts de titres et de prises/mises en pensions livrées.

Cette activité d'acquisitions/cessions temporaires de titres sera assurée par des contreparties sélectionnées par la société de gestion et répondant aux critères de qualité fixés lors d'un Comité de la société de gestion. Par ailleurs, les portefeuilles pourront conclure des prises en pension notamment au titre du remplacement des garanties financières reçues en espèces. Les contreparties peuvent être des entités appartenant au groupe de la société de gestion.

c. Utilisation de ces techniques et instruments est en accord avec les meilleurs intérêts de l'OPCVM.

L'utilisation des cessions temporaires de titres aura pour objet de faire bénéficier l'OPCVM d'un rendement supplémentaire et donc de contribuer à sa performance. Par ailleurs, l'OPCVM pourra conclure des prises en pension au titre du remplacement des garanties financières en espèces et / ou des mises en pensions pour répondre aux besoins de liquidité.

d. Politique concernant les coûts/frais opérationnels directs et indirects.

Des informations complémentaires sur les conditions de rémunération des cessions et acquisitions temporaires de titres figurent à la rubrique « frais et commissions ».

e. Identité des entités auxquelles les coûts et frais directs et indirects sont payés

Voir b.

f. Revenus résultant de ces techniques, nets des coûts opérationnels directs et indirects doivent être restitués à l'OPCVM.

Tous les revenus résultant des opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres, nets des coûts opérationnels, sont restitués à l'OPCVM.

► **Profil de risque :**

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés. Les facteurs de risque exposés ci-dessous ne sont pas limitatifs. Il appartient à chaque investisseur d'analyser le risque inhérent à un tel investissement et de se forger sa propre opinion indépendamment de Matignon Finances, en s'entourant, au besoin, de l'avis de tous les conseils spécialisés dans ces questions afin de s'assurer, notamment, de l'adéquation de cet investissement à sa situation financière. L'investisseur s'expose principalement aux risques suivants :

1. Risque de perte en capital : l'investisseur est averti que son placement n'est pas garanti et que son capital peut donc ne pas lui être intégralement restitué.
2. Risque lié à la gestion discrétionnaire : le style de gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés. Il existe un risque que l'OPCVM ne soit pas investi à tout moment sur les marchés et les actifs les plus performants.
3. Risque des marchés d'actions : le principal risque auquel l'investisseur est exposé est le risque de marché d'actions, le FCP étant investi en permanence en actions à hauteur de 75 % minimum de l'actif du fait de son éligibilité au PEA. En cas de baisse du marché des actions, la valeur liquidative peut être amenée à baisser. L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que les marchés de petites et moyennes capitalisations (small et mid caps) sont destinés à accueillir des entreprises qui, en raison de leurs caractéristiques spécifiques, peuvent présenter des risques pour les investisseurs.
4. Risque de taux : le FCP pouvant être exposé en produits de taux en direct ou via des OPCVM en cas de hausse des taux, la valeur des actifs investis en taux fixes peut baisser, ce qui entraînera une baisse de sa valeur liquidative.

FRANCE SELECTION VALEURS

5. Risque de crédit : Il concerne le risque de défaut de paiement par un émetteur privé, ou la baisse de sa notation, ce qui peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du fonds.
6. Risque de contrepartie : le FCP pourrait être exposé au risque de contrepartie résultant de l'utilisation d'instruments financiers à terme. Les contrats portant sur ces instruments financiers peuvent être conclus avec un ou plusieurs établissements de crédit n'étant pas en mesure d'honorer leurs engagements au titre des dits instruments.
7. Risque de change : une part de l'actif du FCP inférieure à 10 %, pourra être exposée en actifs libellés dans des devises autres que celles de la zone euro ou de l'Union européenne. La valeur liquidative du FCP pourra être affectée par une fluctuation des taux de change. Si la devise dans laquelle est libellée un actif s'apprécie, sa valeur dans l'actif du FCP augmentera. A l'inverse, une dépréciation de cette même devise entraînera une perte de valeur de l'investissement dans l'actif du FCP et une baisse de sa valeur liquidative.
8. Risque de liquidité : Il concerne le risque lié à la détention de petites capitalisations dans les cas où il serait nécessaire de vendre rapidement toutes les positions. L'étroitesse du marché pourrait entraîner des conditions plus défavorables que la normale. Le FCP se limitera à une détention maximum de 50 % de son actif net en actions de petites et moyennes capitalisations.
9. Risque de durabilité dans le processus de prise de décision d'investissement : Les risques en matière de durabilité sont définis comme des événements ou situations dans le domaine environnemental, social ou de gouvernance (« ESG »), qui, s'ils survenaient, pourraient avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement.
Les risques en matière de durabilité qui résultent des investissements réalisés par la société de gestion peuvent survenir dans le domaine social, environnemental ou de la gouvernance.
Dans le cadre de la gestion de France Sélection Valeurs, eu égard à l'objectif de gestion du Fonds et à la stratégie d'investissement mise en œuvre, la société de gestion prend en compte les risques en matière de durabilité dans ses décisions d'investissement à travers la notation ESG des actifs.
La société de gestion ne garantit pas que les investissements réalisés par le Fonds ne sont pas soumis à des risques en matière de durabilité dans une quelconque mesure.
Si de tels risques en matière de durabilité survenaient pour un investissement, ils pourraient ainsi avoir une incidence négative sur la performance financière de l'investissement concerné et, par conséquent, sur la performance du portefeuille du Fonds dans son ensemble et sur le rendement financier pour les investisseurs.
10. Risque lié à l'intégration des critères extra-financiers et limites méthodologiques : Les notations extra-financières intégrées au processus d'investissement peuvent être fournies par des prestataires externes. Compte tenu de l'absence de standards de divulgation internationaux, les notations peuvent être incomplètes, inexactes ou de qualité hétérogène. L'absence de clarté des notations ESG ou l'indisponibilité des données peuvent impacter les décisions d'investissement.

► Garantie ou protection :

Néant.

► Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type :

Tous souscripteurs souhaitant une exposition au marché actions.

Profil de l'investisseur type :

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans ce FCP dépend de la situation personnelle du porteur. Pour le déterminer, il est recommandé au porteur de s'enquérir des conseils d'un professionnel, afin de diversifier ses placements et de déterminer la proportion du portefeuille financier ou de son patrimoine à investir dans ce FCP au regard, plus spécifiquement, de la durée du placement recommandée et de l'exposition aux risques précitée, de son patrimoine personnel, de ses besoins, de ses objectifs propres.

En tout état de cause, il est impératif pour tout porteur, de diversifier suffisamment son portefeuille pour ne pas être exposé uniquement aux risques de ce FCP.

Le FCP peut servir de support à des contrats d'assurance vie.

Cas particulier des « U.S. Person » :

FRANCE SELECTION VALEURS

Les Parts n'ont pas été, ni ne seront, enregistrées en vertu du U.S. Securities Act de 1933 (ci-après, « l'Act de 1933 »), ou en vertu de quelque loi applicable dans un Etat américain, et les Parts ne pourront pas être directement ou indirectement cédées, offertes ou vendues aux Etats-Unis d'Amérique (y compris ses territoires et possessions), au bénéfice de tout ressortissant des Etats-Unis d'Amérique (ci-après « U.S. Person », tel que ce terme est défini par la réglementation américaine « Regulation S » dans le cadre de l'Act de 1933 adoptée par l'Autorité américaine de régulation des marchés (« Securities and Exchange Commission » ou « SEC »), sauf si (i) un enregistrement des Parts était effectué ou (ii) une exemption était applicable (avec le consentement préalable de la société de gestion du FCP).

Le FCP n'est pas, et ne sera pas, enregistré en vertu de l'U.S. Investment Company Act de 1940. Toute revente ou cession de Parts aux Etats-Unis d'Amérique ou à une « U.S. Person » peut constituer une violation de la loi américaine et requiert le consentement écrit préalable de la société de gestion du FCP. Les personnes désirant acquérir ou souscrire des Parts auront à certifier par écrit qu'elles ne sont pas des « U.S. Persons ».

► **Durée minimale de placement recommandée** : supérieure à 5 ans.

► **Modalités de détermination et d'affectation des sommes distribuables** :

- Résultat net : Capitalisation
- Plus-values nettes réalisées : Capitalisation

► **Caractéristiques des parts ou actions** :

Le FCP dispose d'une seule catégorie de parts. Elles sont libellées en euros et sont émises en nombre entier.

► **Modalités de souscriptions et de rachats** :

Les ordres sont exécutés conformément au tableau ci-dessous :

| J | J | J : jour d'établissement de la Valeur Liquidative | J+1 ouvré | J+2 ouvrés | J+2 ouvrés |
|---|---|---|--------------------------------------|-----------------------------|-----------------------|
| Centralisation avant 12h00 des ordres de souscription | Centralisation avant 12h00 des ordres de rachat | Exécution de l'ordre au plus tard en J | Publication de la Valeur Liquidative | Règlement des souscriptions | Règlement des rachats |

Mécanisme de plafonnement des rachats (ou « gate ») :

Conformément à la réglementation applicable en vigueur, la Société de Gestion peut décider, à titre provisoire, un plafonnement des rachats du FCP (la « Décision de Plafonnement »), si des circonstances exceptionnelles l'exigent (activation du mécanisme non systématique) et dans l'intérêt des actionnaires, afin d'éviter qu'un déséquilibre entre les demandes de rachat et l'actif net du FCP ne lui permette pas d'honorer ces demandes dans des conditions préservant l'intérêt des actionnaires et leur égalité de traitement. La Décision de Plafonnement s'applique dans les conditions ci-après :

I. Description de la méthode retenue

La Décision de Plafonnement peut être prise si, à une date de centralisation des souscriptions donnée (la « Date de Centralisation Affectée »), la différence entre la part d'actif du FCP dont le rachat est demandé (ci-après le « Pourcentage des Rachats ») et la part d'actif du FCP dont la souscription est demandée (ci-après « le Pourcentage des Souscriptions ») est positive et représente plus de 10% du total de l'actif net constaté à l'issue de la dernière date de calcul de la valeur liquidative (« l'actif net »). La durée de plafonnement des rachats ne pourra dépasser 2 mois maximum.

II. Modalités d'informations des porteurs de parts

Les porteurs de parts ayant émis les demandes de rachat affectées par la Décision de Plafonnement en seront informés de manière particulière dans les plus brefs délais suivant la Date de Centralisation Affectée (le « Délai d'Information »). La Décision de Plafonnement fera également l'objet d'une publication sur le site internet de la Société de Gestion, ainsi que d'une mention dans le prochain rapport périodique.

III. Traitement des ordres

En cas de Décision de Plafonnement, le Pourcentage des Rachats nets de souscriptions sera ramené à 10% de l'actif net.

FRANCE SELECTION VALEURS

Dès lors, les ordres de rachats seront réduits, pour tous les investisseurs désirant obtenir le rachat de leurs actions sur une Date de Centralisation Affectée, d'un même pourcentage (le « Coefficient de Réduction »). Le Coefficient de Réduction est égal au rapport entre 10% (augmenté du pourcentage des éventuelles souscriptions) et le Pourcentage des Rachats. Ainsi, le nombre d'actions dont le rachat est honoré est égal, pour un actionnaire donné, au nombre initial d'actions dont le rachat a été demandé multiplié par le Coefficient de Réduction, ce nombre d'actions étant arrondi à la fraction d'actions supérieure.

Les demandes de rachat qui n'auront pas été honorées en vertu de la Décision de Plafonnement et en attente d'exécution seront reportées automatiquement sur la prochaine date d'établissement de valeur liquidative dans le respect des mêmes limites.

Les demandes de rachats reportées sur une prochaine date d'établissement de valeur liquidative n'auront pas rang de priorité par rapport aux demandes ultérieures. Par exception, les opérations de souscription suivies de rachat, pour un même nombre d'actions, sur la base de la même valeur liquidative et pour un même actionnaire (dites opérations d'aller-retour) ne seront pas soumises à la gate.

Exemple de déclenchement du dispositif : Si les demandes totales de rachat sont de 15% de l'actif net du FCP, le seuil de déclenchement fixé à 10% est atteint.

Deux cas de figure se présentent :

- Dans le cas de condition de liquidité favorable, la société de gestion peut décider de ne pas déclencher le mécanisme et d'honorer la totalité des demandes de rachat (exécution de 100% des demandes de rachats).
- Dans le cas de conditions de liquidité défavorables, la société de gestion applique le mécanisme de plafonnement à un seuil de 10% ou tout niveau supérieur. La quote-part des demandes de rachat excédant le seuil est reportée à la prochaine valeur liquidative.

A titre d'illustration, si les demandes totales de rachats de parts représentent 15% de l'actif net du Fonds, alors que le seuil de déclenchement est fixé à 10% de l'actif net, la Société de Gestion peut décider d'honorer les demandes de rachats jusqu'à 12% de l'actif net (et donc exécuter 80% des demandes de rachats) et reporter ainsi le solde des rachats non exécutés sur la prochaine centralisation. Vous pouvez également vous référer à l'article 3 du règlement du FCP pour obtenir des informations sur le dispositif de plafonnement des rachats de votre FCP.

Le report automatique est non-opposable, non-révocable et non-annulable.

- Date et périodicité de la valeur liquidative : chaque vendredi ou le jour de bourse précédent si le vendredi est férié et/ou fermé. La valorisation est effectuée au cours de clôture du vendredi.

- Valeur liquidative d'origine : 15,2451 euros.

- Conditions de souscriptions et de rachats :

Les demandes de souscription et de rachat sont centralisées par Caceis Bank chaque vendredi à 12h ou le jour de bourse précédent si le vendredi est férié et/ou fermé et exécutées, par le dépositaire, sur la base de la prochaine valeur liquidative.

- Adresse de l'organisme désigné pour recevoir les souscriptions et les rachats :

L'établissement désigné pour recevoir les souscriptions et les rachats est : Caceis Bank : 89-91 rue Gabriel Péri – 92120 Montrouge. Etablissement de crédit français agréé par le CECEI.

- Lieu et modalités de publication ou de communication des prix :

Matignon Finances, 43-45 avenue Kléber - 75116 Paris.

FRANCE SELECTION VALEURS

► Frais et commissions :

Commissions de souscription et de rachat :

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises au FCP servent à compenser les frais supportés par le FCP pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises au FCP reviennent à la société de gestion, au commercialisateur, distributeur.

| Frais à la charge de l'investisseur prélevés lors des souscriptions et des rachats | Assiette | Taux barème |
|--|--------------------------------------|-----------------------------------|
| Commission de souscription non acquise à l'OPCVM | Valeur liquidative x nombre de parts | 1,5 % maximum |
| Commission de souscription acquise à l'OPCVM | Valeur liquidative x nombre de parts | Selon modalités particulières (1) |
| Commission de rachat non acquise à l'OPCVM | Valeur liquidative x nombre de parts | Néant |
| Commission de rachat acquise à l'OPCVM | Valeur liquidative x nombre de parts | Selon modalités particulières (1) |

Cas d'exonération : le rachat et la souscription le même jour par un même porteur sur une même valeur liquidative pour un même nombre de parts sont exonérés de commissions de souscription et de rachat.

Commissions de souscription et de rachat indirectes :

Les frais de souscription ou de rachat supportés par le FCP au titre des investissements ou des rachats dans d'autres OPCVM ne sauraient dépasser 1 %.

- (1) A chaque date d'établissement de la valeur liquidative, la Société de Gestion met en œuvre une Politique de droits d'entrée ou sortie ajustables, qui s'appliquent, respectivement, aux ordres de souscriptions ou aux ordres de rachats sur l'ensemble des catégories de parts, le cas échéant, dès lors que ceux-ci excèdent le seuil défini par la Société de Gestion.

Ce mécanisme vise à faire supporter les coûts de réaménagement du portefeuille en cas de mouvement important au passif. Ainsi, lorsque le montant total des ordres de rachats dépasse celui des ordres de souscriptions (se traduisant alors par des rachats nets), alors les droits de sortie ajustables sont déduits du montant versé aux porteurs sortants. A l'inverse, lorsque le montant total des ordres de souscription dépasse celui des ordres de rachats (se traduisant alors par des souscriptions nettes), alors les droits d'entrée ajustables sont acquittés par les porteurs entrants.

L'approche retenue par la Société de Gestion consiste notamment à estimer, dans un premier temps, le coût total lié à l'ajustement du portefeuille pour l'OPC. Ce coût est estimé sur la base du solde net des souscriptions et rachats à la date de centralisation concernée, et vise à refléter plus particulièrement les coûts de transactions, les coûts de la liquidité (impact sur le marché ou « coûts implicites », estimés selon les meilleurs efforts de la Société de Gestion) ou encore les taxes éventuelles.

La Politique retenue par la Société de Gestion fait l'objet d'une revue périodique, visant à s'assurer de la pertinence de la méthodologie et des paramètres retenus.

Il est enfin précisé ici que ces droits ajustables demeurent intégralement acquis au Fonds, et bénéficient donc aux porteurs restants ; ils ne rémunèrent aucunement la Société de Gestion et les autres acteurs impliqués dans la gestion du Fonds.

Frais de fonctionnement et de gestion :

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transactions incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc...) et la commission de mouvement, le cas échéant qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion, peuvent s'ajouter :

FRANCE SELECTION VALEURS

- une commission de surperformance. Celle-ci rémunère la société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs qui sont de dépasser son indice de référence (40 % le CAC 40 - dividendes nets réinvestis, 40 % l'Euro Stoxx- dividendes nets réinvestis et 20 % l'indice Ester capitalisé). Elle est facturée à l'OPCVM.
- des commissions de mouvement facturées à l'OPCVM.

Pour de plus amples précisions sur les frais effectivement facturés à l'OPCVM, se reporter au Document d'information Clé pour l'Investisseur (DICI).

| Frais facturés à l'OPCVM | Assiette | Taux barème |
|--|------------------------------------|--|
| Frais de gestion financière et frais administratifs externes à la société de gestion | Actif net du FCP | 2 % TTC Taux maximum prélevé prorata temporis |
| Frais indirects maximum (commission et frais de gestion) | Actif net | 0,5 % TTC, taux maximum* |
| Commission de mouvement perçue par la société de gestion | Prélèvement sur chaque transaction | Néant |
| Commission de surperformance | Actif net du FCP | <p>20 % TTC de la surperformance de l'OPCVM par rapport à l'indice : FCI France Extended 180 Net Return Index (div. nets réinvestis).</p> <p>En cas de surperformance du fonds par rapport à son indice de référence et, même si sa performance est négative, une commission de surperformance pourra être prélevée sur la période de référence.</p> <p>Toute sous-performance du fonds par rapport à l'indicateur de référence est compensée avant que des commissions de surperformance ne deviennent exigibles sur les 5 derniers exercices (cf. méthodologie décrite dans le paragraphe « Méthode de calcul de la commission de surperformance »).</p> |

*** Frais de gestion maximum des OPCVM sous-jacents :** les frais de gestion indirects du FCP liés à ses investissements dans d'autres OPCVM ne représenteront pas en moyenne pondérée par les positions sur les sous-jacents plus de 3 % sur l'exercice auxquels peuvent s'ajouter des commissions de surperformance. Toutes rétrocessions de frais de gestion reçues au titre des OPCVM sous-jacents sont reversées au FCP.

Commission de surperformance :

La société de gestion, recevra, s'il y a lieu, une commission de surperformance lorsque la performance du fonds sera supérieure à celle de l'indice de référence, qu'il ait enregistré une performance positive ou négative. La commission de surperformance, est basée sur la comparaison entre l'actif valorisé du fonds et l'actif de référence.

L'actif valorisé du fonds s'entend comme l'actif évalué selon les règles de valorisation applicables aux actifs et après prise en compte des frais de fonctionnement et de gestion réels.

L'actif de référence représente l'actif du fonds retraité des montants de souscriptions/rachats à chaque valorisation, et valorisé selon la performance de l'indice de référence retenu.

L'indice de référence retenu pour le calcul de la commission de surperformance, est l'indice FCI France Extended 180 Net Return Index (dividendes nets réinvestis).

La période de référence de la performance correspond :

- pour la première période de référence : du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022 ;
- pour les périodes suivantes : de la dernière valeur liquidative du mois de décembre de l'année à la dernière valeur liquidative du mois de décembre de l'année suivante.

FRANCE SELECTION VALEURS

Fréquence de prélèvement : la commission de surperformance est prélevée, au profit de la société de gestion dans le mois qui suit la fin de la période de référence. En aucun cas la période de référence du fonds ne peut inférieure à un an.

Méthode de calcul de la commission de surperformance :

- Pendant la période de référence :
 - Si l'actif valorisé du fonds est supérieur à l'actif de référence, la part variable des frais de gestion représentera 20% TTC maximum de l'écart entre ces deux actifs.
 - Cet écart fera l'objet d'une provision au titre des frais de gestion variables lors du calcul de la valeur liquidative, par ailleurs une reprise de provision sera effectuée à chaque calcul de la valeur liquidative dès lors que la performance hebdomadaire du fonds sera inférieure à celle de l'actif de référence. Les reprises sur provisions sont plafonnées à hauteur des provisions antérieures.

En cas de rachat, la quote-part de la provision constituée, correspondant au nombre de parts rachetées, est définitivement acquise à la société de gestion.
- A la fin de la période de référence :
 - Si l'actif valorisé du fonds est supérieur à l'actif de référence, la part variable des frais de gestion provisionnée au cours de la période de référence est définitivement acquise à la société de gestion.
 - Si l'actif valorisé du fonds est inférieur à l'actif de référence, la part variable des frais de gestion sera nulle (hors quote-part acquise à la société de gestion lors de rachats durant la période de référence). La période de référence sera prolongée d'une année supplémentaire, dans une limite de 5 ans maximum. En effet, toute sous-performance au cours de la période de référence doit être rattrapée avant de pouvoir à nouveau provisionner des frais de surperformance.

A titre d'exemples :

Exemple 1 : en cas de performance positive du fonds

| Période de référence | Actif valorisé du fonds | Actif de référence du fonds | Performance du fonds | Frais de gestion variables | Prolongement de la période de référence |
|----------------------|-------------------------|-----------------------------|-------------------------|----------------------------|---|
| Année 1 | 10% | 5% | Surperformance : 5% | Oui | Non |
| Année 2 | 10% | 10% | Surperformance : 0% | Non | Non |
| Année 3 | 5% | 10% | Sous performance : -5%* | Non | Oui |
| Année 4 | 8% | 5% | Sous performance : -2%* | Non | Oui |

* La sous-performance du fonds sur la période de référence doit être compensée dans un délai de 5 ans avant que les frais de gestion variables ne deviennent exigibles.

Exemple 2 : en cas de performance négative du fonds

| Période de référence | Actif valorisé du fonds | Actif de référence du fonds | Performance du fonds | Frais de gestion variables | Prolongement de la période de référence |
|----------------------|-------------------------|-----------------------------|------------------------------|----------------------------|---|
| Année 1 | -5% | -10% | Surperformance relative : 5% | Oui | Non |
| Année 2 | -10% | -10% | Surperformance relative : 0% | Non | Non |
| Année 3 | -10% | -5% | Sous performance : -5%* | Non | Oui |
| Année 4 | -5% | -8% | Sous performance : -2%* | Non | Oui |

* La sous-performance du fonds sur la période de référence doit être compensée dans un délai de 5 ans avant que les frais de gestion variables ne deviennent exigibles.

Les performances passées du fonds par rapport à l'indice de référence sont disponibles sur le site internet de la société de gestion : www.matignonfinances.com

FRANCE SELECTION VALEURS

Modalités de calcul et de partage de la rémunération sur les opérations d'acquisition et cessions temporaires de titres

Les coûts de ce type d'opération et les profits réalisés seront supportés ou reversés au FCP.

Pour toute information complémentaire concernant les frais, vous pouvez vous reporter au rapport annuel du FCP.

Procédure de choix des intermédiaires

Le FCP choisit ses intermédiaires selon la procédure de best sélection décrite dans le programme d'activité de la Société de gestion.

IV - Informations d'ordre commercial :

- Le FCP est distribué par : Matignon Finances, 43-45 avenue Kléber - 75116 Paris.
Le présent prospectus doit être remis aux souscripteurs préalablement à la souscription.
- Les demandes de souscription/rachat sont centralisées auprès de : Caceis Bank - Siège social : 89-91 rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge. Activité principale : Banque et prestataire de services d'investissement agréé par le CECEI le 9 mai 2005.
- Le prospectus et le DICI de l'OPCVM et les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de : Matignon Finances -43-45 avenue Kléber - 75116 Paris. Email : o.cornuot@matignonfinances.com.

Le site de l'AMF (www.AMF-france.org) contient des informations complémentaires sur la liste des documents réglementaires et l'ensemble des dispositions relatives à la protection des investisseurs.

La société de gestion peut transmettre la composition du portefeuille de l'OPC à ses investisseurs dans un délai qui ne peut être inférieur à 48 heures après la publication de la valeur liquidative, uniquement pour les besoins de calcul des exigences réglementaires liées à la directive 2009/138/CE (Solvabilité 2). Chaque investisseur qui souhaite en bénéficier devra avoir mis en place des procédures de gestion de ces informations sensibles préalablement à la transmission de la composition du portefeuille de façon à ce que celles-ci soient utilisées uniquement pour le calcul des exigences prudentielles.

- Les informations visées par la Loi Grenelle 2 (critères relatifs au respect d'objectifs sociétaux, environnementaux et de qualité de gouvernance, dits « critères ESG »), sont disponibles :
 - Sur le site internet : www.matignonfinances.com
 - Dans le dernier rapport annuel de l'OPCVM.
- Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »)
En tant qu'acteur des marchés financiers, la société de gestion du Fonds est soumise au Règlement 2019/2088 du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »). Ce Règlement établit des règles harmonisées pour les acteurs des marchés financiers relatives à la transparence en ce qui concerne l'intégration des risques en matière de durabilité (article 6 du Règlement), la prise en compte des incidences négatives en matière de durabilité, la promotion des caractéristiques environnementales ou sociales dans le processus d'investissement (article 8 du Règlement) ou les objectifs d'investissement durable (article 9 du Règlement). Le risque en matière de durabilité est défini comme un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement. L'investissement durable correspond à un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental, mesuré par exemple au moyen d'indicateurs clés en matière d'utilisation efficace des ressources concernant l'utilisation d'énergie, d'énergies renouvelables, de matières premières, d'eau et de terres, en matière de production de déchets et d'émissions de gaz à effet de serre ou en matière d'effets sur la biodiversité et l'économie circulaire, ou un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif social, en particulier un investissement qui contribue à la lutte contre les inégalités ou qui favorise la cohésion sociale, l'intégration sociale et les relations de travail, ou un investissement dans le capital humain ou des communautés économiquement ou socialement défavorisées, pour autant que ces investissements ne causent de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés dans lesquels les investissements sont réalisés appliquent des pratiques de bonne gouvernance, en particulier en ce qui concerne des structures de gestion saines, les relations avec le personnel, la rémunération du personnel compétent et le respect des 22 / 26 obligations fiscales.

FRANCE SELECTION VALEURS

Ce Fonds a pour objectif sur la durée de placement recommandée supérieure à 5 ans, de réaliser une performance annualisée supérieure à celle de l'indicateur de référence FCI France Extended 180 Net Return Index (dividendes nets réinvestis), par le biais d'une gestion discrétionnaire et relève de l'article 8 du règlement (UE) 2019/2088 SFDR.

Date de publication du prospectus : **16/04/2026**.

V – Règles d'investissement :

Les ratios réglementaires applicables à l'OPCVM sont ceux applicables aux OPCVM investissant au plus 10% en OPC et décrits aux articles R 214-1 et suivants du code monétaire et financier.

VI – Risque global :

Calcul du risque global hors bilan : méthode de calcul de l'engagement.

VII – Règles d'évaluation et de comptabilisation des actifs :

- **La devise de comptabilité** est l'Euro

- **Portefeuille titres**

Les entrées en portefeuille sont comptabilisées à leur prix d'acquisition frais exclus et les sorties à leur prix de cession frais exclus.

- **Les valeurs françaises**

Les actions au comptant ou au système à règlement différé sont valorisées sur la base du dernier cours.

Les OAT sont valorisées à partir du cours du milieu de fourchette d'un contributeur (SVT sélectionné par le Trésor français) alimenté par un serveur d'information.

- **Les valeurs étrangères**

- non cotées et déposées à Paris : sur la base du dernier cours.

- non cotées et non déposées à Paris : sur la base du dernier cours.
- sur la base du dernier cours connu pour celles du continent européen,
- sur la base du dernier cours connu pour les autres.

Les valeurs mobilières dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évaluées, sous la responsabilité de la société de gestion, à leur valeur probable de négociation.

- **Les OPCVM**

Ils sont valorisés au dernier prix de rachat ou à la dernière valeur liquidative connue.

- **Les titres de créances négociables**

Pour ceux qui font l'objet de transactions significatives et de durée de vie résiduelle supérieurs à 3 mois : au prix du marché à partir d'alimentations relevées sur un serveur d'information financières.

- **Les opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres**

Ces opérations sont valorisées selon les conditions prévues au contrat.

- **Méthode de comptabilisation des intérêts et des revenus des valeurs à revenu fixe**

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode des produits courus.

- * **Méthode de comptabilisation des produits dérivés**

FRANCE SELECTION VALEURS

Ils sont comptabilisés en mark to market.

VIII – Rémunération :

Un descriptif de la politique de rémunération actualisée est disponible sur le site internet www.matignonfinances.com.
Une version papier sera mise gratuitement à disposition de tout investisseur qui en fera la demande auprès de la société.

FRANCE SELECTION VALEURS

Fonds Commun de Placement

REGLEMENT

TITRE I

Actifs et parts

Article 1 - Parts de copropriété

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du Fonds. Chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du Fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du Fonds est de 99 ans à compter de sa création sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation, prévue au présent règlement.

La Société de Gestion peut procéder à un regroupement ou à une division des parts ainsi qu'à leur décimalisation. Les dispositions du règlement réglant l'émission et le rachat des parts sont applicables aux fractions de parts dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle de la part qu'elle représente. Toutes les autres dispositions du règlement relatives aux parts s'appliquent aux fractions de parts.

Article 2 - Montant minimal de l'actif

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif du FCP devient inférieur à 300 000 Euros ; lorsque l'actif demeure pendant trente jours, inférieur à ce montant, la société de gestion prend les dispositions nécessaires afin de procéder à la liquidation de l'OPCVM concerné, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 411-16 du règlement général de l'AMF (mutation de l'OPCVM).

Article 3 - Emission et rachat des parts

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative, augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les rachats et les souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Les parts de Fonds Commun de Placement peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles doivent être effectuées en numéraire.

La société de gestion a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire, sauf en cas de liquidation du Fonds lorsque les porteurs de parts ont signifié leur accord pour être remboursés en titres. Ils sont réglés par le teneur de compte-émetteur dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le Fonds, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilée à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus.

En application de l'article L. 214-8-7 du Code Monétaire et Financier, le rachat par le Fonds Commun de Placement de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand les circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Lorsque l'actif net du Fonds Commun de Placement est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué.

FRANCE SELECTION VALEURS

De plus, en application des articles L. 214-8-7 du code monétaire et financier et 411-20-1 du règlement général de l'AMF, la Société de Gestion peut décider de plafonner les rachats quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs ou du public le commande. Ainsi, la Société de Gestion a mis en place un dispositif de « Gates » permettant d'étaler les demandes de rachats sur plusieurs valeurs liquidatives dès lors que le montant des rachats nets excède un seuil de 10% (rachats nets des souscriptions / dernier actif net d'inventaire calculé).

Le seuil (10%) est déterminé sur la base de la dernière valeur liquidative calculée. Dans cette hypothèse, la Société de Gestion se réserve la possibilité de déclencher les « Gates » et décider d'exécuter les rachats dans la limite de 10% de l'actif net du Fonds et au prorata de chaque demande.

Ce seuil n'est toutefois pas déclenché de manière systématique : si les conditions de liquidité le permettent, la Société de Gestion peut décider en effet d'honorer les rachats au-delà de ce seuil. La durée maximale d'application des Gates est fixée à 8 valeurs liquidatives sur 6 mois. Toutefois, les durées maximales d'activation seront caduques à compter de la modification du Règlement Général de l'AMF qui les imposent actuellement.

La part de l'ordre non exécuté ne peut en aucun cas être annulée et est automatiquement reportée sur la prochaine date de centralisation.

Les opérations de souscription et de rachat, pour un même nombre de parts, sur la base de la même valeur liquidative et pour un même porteur ou ayant droit économique (dites opérations d'aller-retour) ne sont pas soumises à la Gate.

Enfin, selon les termes prévus en Prospectus, l'OPCVM a prévu la mise en œuvre d'un mécanisme de droits d'entrée et sortie ajustables, visant à refléter les coûts de réaménagement du portefeuille aux porteurs entrants ou sortants.

Possibilité de souscription minimale, selon les modalités prévues dans le prospectus.

L'OPCVM peut cesser d'émettre des parts en application du troisième alinéa de l'article L. 214-8-7 du code monétaire et financier, de manière provisoire ou définitive, partiellement ou totalement, dans les situations objectives entraînant la fermeture des souscriptions telles qu'un nombre maximum de parts émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée. Le déclenchement de cet outil fera l'objet d'une information par tout moyen des porteurs existants relative à son activation, ainsi qu'au seuil et à la situation objective ayant conduit à la décision de fermeture partielle ou totale. Dans le cas d'une fermeture partielle, cette information par tout moyen précisera explicitement les modalités selon lesquelles les porteurs existants peuvent continuer de souscrire pendant la durée de cette fermeture partielle. Les porteurs de parts sont également informés par tout moyen de la décision de l'OPCVM ou de la société de gestion soit de mettre fin à la fermeture totale ou partielle des souscriptions (lors du passage sous le seuil de déclenchement), soit de ne pas y mettre fin (en cas de changement de seuil ou de modification de la situation objective ayant conduit à la mise en œuvre de cet outil). Une modification de la situation objective invoquée ou du seuil de déclenchement de l'outil doit toujours être effectuée dans l'intérêt des porteurs de parts. L'information par tous moyens précise les raisons exactes de ces modifications.

Article 4 - Calcul de la valeur liquidative

Le calcul de la valeur liquidative de la part est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans le prospectus.

TITRE II

Fonctionnement du Fonds

Article 5 - La Société de Gestion

La gestion du Fonds est assurée par la Société de Gestion conformément à l'orientation définie pour le Fonds.

La Société de Gestion agit en toutes circonstances dans l'intérêt exclusif des porteurs de parts, et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le Fonds.

Article 5 bis - Règles de fonctionnement

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif de l'OPCVM ainsi que les règles d'investissement sont décrits dans le prospectus.

Article 6 - Le dépositaire

FRANCE SELECTION VALEURS

Le dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement confiées par la société de gestion. Il doit notamment s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la société de gestion, il en informe l'Autorité des marchés financiers.

Article 7 - Le Commissaire aux Comptes

Un Commissaire aux Comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des Marchés Financiers, l'organe de gouvernance ou le directoire de la société de gestion.

Il certifie la régularité et la sincérité des comptes. Il peut être renouvelé dans ses fonctions. Le commissaire aux comptes est tenu de signaler dans les meilleurs délais à l'Autorité des marchés financiers tout fait ou décision concernant l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

1° A constituer une violation des dispositions législatives ou réglementaires applicables à cet organisme et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;

2° A porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;

3° A entraîné l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes. Il apprécie tout apport en nature sous sa responsabilité. Il contrôle l'exactitude de la composition de l'actif et des autres éléments avant publication. Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Article 8 - Les comptes et le rapport de gestion

La clôture de chaque exercice, la société de gestion établit les documents de synthèse et établit un rapport sur la gestion du fonds pendant l'exercice écoulé.

La société de gestion établit, au minimum de façon semestrielle et sous contrôle du dépositaire, l'inventaire des actifs de l'OPC.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont, soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la société de gestion.

TITRE III

Modalités d'affectation des sommes distribuables

Article 9 - Modalités d'affectation des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

1° Le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus ;

2° Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution et d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Les sommes mentionnées aux 1° et 2° peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

La mise en paiement des sommes distribuables est effectuée dans un délai maximal de 5 mois suivant la clôture de l'exercice.

Le résultat net du FCP est égal au montant des intérêts, arrrages, dividendes, primes et lots, et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du fonds majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion, des dotations éventuelles aux amortissements et de la charge des emprunts.

La société de gestion décide de la répartition des sommes distribuables.

FRANCE SELECTION VALEURS

Pour chaque catégorie de parts, le cas échéant, le prospectus prévoit que le fonds adopte l'une des formules suivantes pour chacune des sommes mentionnées aux 1° et 2° ci-dessus :

. Le fonds a opté pour la capitalisation pure.

A ce titre, le résultat net / les plus-values nettes réalisées est/sont intégralement capitalisé(es) chaque année à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

. Le fonds a opté pour la distribution pure.

A ce titre, le FCP distribue intégralement son résultat net/ses plus-values nettes réalisées chaque année, aux arrondis près, dans les cinq mois suivants la clôture des comptes annuels.

La société de gestion peut décider, en cours d'exercice, la mise en distribution d'un ou plusieurs acomptes dans la limite, soit des revenus nets comptabilisés, soit des plus-values nettes réalisées à la date de décision.

. Le fonds se réserve la possibilité de capitaliser et/ou de distribuer partiellement ou totalement son résultat net/ses plus-values nettes réalisées et/ou de porter les sommes distribuables en report.

La société de gestion décide chaque année de l'affectation du résultat net /des plus-values nettes réalisées.

Dans le cas d'une distribution partielle ou totale, la société de gestion peut décider la mise en distribution d'un ou plusieurs acomptes dans la limite, soit des revenus nets comptabilisés, soit des plus-values nettes réalisées à la date de décision.

Les modalités précises d'affectation du résultat concernant la capitalisation, la distribution et le report sont définies dans le prospectus.

TITRE IV

Fusion - scission - dissolution - liquidation

Article 10 - Fusion - scission

La Société de Gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le Fonds à un autre OPCVM, soit scinder le Fonds en deux ou plusieurs autres Fonds Communs.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'après que les porteurs en ont été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

Article 11 - Dissolution – Prorogation

- Si les actifs du Fonds demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la Société de Gestion en informe l'Autorité des Marchés Financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre Fonds Commun de Placement, à la dissolution du Fonds.
- La Société de Gestion peut dissoudre par anticipation le Fonds ; elle informe les porteurs de parts de sa décision, et à partir de cette date, les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.
- La Société de Gestion procède également à la dissolution du Fonds en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsque aucun autre Dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du Fonds, si celle-ci n'a pas été prorogée.
- La Société de Gestion informe l'Autorité des Marchés Financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des Marchés Financiers le rapport du Commissaire aux Comptes.
- La prorogation d'un Fonds peut être décidée par la Société de Gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le Fonds et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des Marchés Financiers.

Article 12 - Liquidation

En cas de dissolution, la société de gestion de portefeuille assume les fonctions de liquidateur ; à défaut, le liquidateur est désigné en justice à la demande de toute personne intéressée. Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le Commissaire aux Comptes et le Dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

FRANCE SELECTION VALEURS

TITRE V

Contestations

Article 13 - Compétence - Election de domicile

Toutes contestations relatives au fonds qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la Société de Gestion ou le Dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.